



RESEARCH ARTICLE

ANALYSE DES PERCEPTIONS DES POPULATIONS D'ACCUEIL ET DES MIGRANTS SUR LES PHÉNOMÈNES DE RADICALISATION ET D'EXTRÉMISME VIOLENT DANS L'ALIBORI, BÉNIN

¹*Yacinthe Vidéou AGBADJAGAN and ²Yvette ONIBON DOUBOGAN

¹Ecole Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau de l'Université de Parakou, Option : « Population, Démographie et Environnement Naturel », République du Bénin ; ²Sociologue du Développement, Professeur Titulaire des Universités du CAMES, Enseignant-chercheur à l'Université de Parakou, République du Bénin

ARTICLE INFO

Article History:

Received 20th December, 2024

Received in revised form

19th January, 2025

Accepted 26th February, 2025

Published online 30th March, 2025

Key words:

Bénin, Alibori, perception, migrant, extrémisme violent, radicalisation, population, Terrorisme, sécurité

*Corresponding author:

Yacinthe Vidéou AGBADJAGAN

ABSTRACT

Les crises humanitaires, notamment les catastrophes naturelles, les conflits et les épidémies de maladies infectieuses, menacent la santé, la sécurité et le bien-être des enfants, des familles et des communautés. La méthode utilisée, est axée sur la revue documentaire mais aussi sur des données quantitatives et qualitatives collectées et analysées de Juillet à Août 2024 dans 6 communes, 30 arrondissements et 60 villages du département de l'Alibori, en République du Bénin. Au total, 611 personnes ont été interviewées avec le questionnaire. Tandis que, 122 entretiens individuels ont été fait avec les personnes ressources. Aussi, 63 focus groups ont été organisés. Cet article analyse la perception des populations d'accueil et des migrants (immigrants et émigrés de retour) sur l'existence des risques de radicalisation et d'extrémisme avec les mouvements migratoires dans le département de l'Alibori. Les principaux facteurs de risques identifiés, incluent la marginalisation socio-économique, le manque d'opportunités éducatives et professionnelles, ainsi que l'influence de groupes extrémistes qui exploitent ces vulnérabilités. Les communautés locales perçoivent la radicalisation comme une menace croissante, affectant particulièrement les jeunes. L'étude de ces phénomènes nécessite une approche multidisciplinaire, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Sur la base des résultats et analyses, il convient de souligner que l'hypothèse de base de cette recherche est confirmée. Effectivement, la diversité des mouvements migratoires dans le département de l'Alibori au Nord-Bénin expose les communes de cette zone à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Mais les participants à cette enquête ont une appréciation variée sur l'existence des risques, des attitudes et comportements des migrants face aux phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent. Aussi, le positionnement du département, l'hétérogénéité des migrants, la diversité culturelle et la formation des réseaux sociaux culturelle ou politique sont à la base du risque de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans ce département.

Copyright©2025, Yacinthe Vidéou AGBADJAGAN and Yvette ONIBON DOUBOGAN. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: Yacinthe Vidéou AGBADJAGAN and Yvette ONIBON DOUBOGAN. 2025. "Analyse des perceptions des populations d'accueil et des migrants sur les phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent dans l'Alibori, Bénin." *International Journal of Current Research*, 17, (03), 32131-32137.

INTRODUCTION

Les crises humanitaires, notamment les catastrophes naturelles, les conflits et les épidémies de maladies infectieuses, menacent la santé, la sécurité et le bien-être des enfants, des familles et des communautés. Les risques auxquels sont exposés les enfants et les couches vulnérables dans les situations de crise humanitaire sont multiples et peuvent inclure : la séparation des familles, le recrutement dans les forces ou groupes armés, l'implication dans des travaux dangereux, les abus physiques ou sexuels, la détresse psychosociale, les blessures et même la mort (A. Mansourian, 2020, p 67). Aussi, les migrants expulsés d'Europe ou interceptés en mer et réadmis dans leur pays d'origine font face à des logiques d'exclusion sociale, l'échec migratoire étant associé à l'humiliation et à la honte (F. Charrière et M. Frésia, 2008, p.36). Des frustrations

qu'engendrent ces facteurs constituent un incubateur de violence, de radicalisation voire de l'extrémisme. Les jeunes qui ne peuvent plus supporter le poids de l'injustice, de l'exclusion et du poids de la pauvreté développent des attitudes extrémistes (Organisation internationale pour les migrations, 2018). Hormis le risque de radicalisation lié aux éléments évoqués ci-dessus, au Sud de l'Afrique de l'Ouest, les États en bordure de la Méditerranée qui partagent des frontières avec les pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Soudan) sont confrontés à de nombreux problèmes de sécurité tels que le terrorisme, les attaques djihadistes, la guerre civile, la montée du courant salafiste izala, etc. (J. M. Calha, 2018, p.17). Le Bénin est un pays de départ, de transit et d'accueil des migrants qui se déplacent dans un contexte sous-régional instable, confronté aux menaces terroristes et à une tendance à l'extrémisme violent et à la radicalisation dont le terreau fertile

est entre autres, la pauvreté et le chômage massif des jeunes. En effet, l'Afrique subsaharienne est confrontée à de nombreuses menaces terroristes, d'agressions et conflits armés. La situation est devenue encore plus préoccupante ces dernières années avec l'actualité sous régionale, en particulier en Afrique de l'Ouest où se situe le Bénin, puis en Afrique Centrale. En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, la menace est en partie due aux actions perpétrées le 21 Octobre 2019 par Al-Qaïda au Maghreb Islamique, les mouvements radicaux et islamistes au Nord du Mali, Boko Haram et l'Organisation de l'Etat Islamique ainsi qu'aux crises politiques dans certains pays de la sous-région. Cette situation s'est exacerbée en 2018 par des incidents sécuritaires survenus dans la région de l'Est du Burkina-Faso, lesquels prédisposent les pays frontaliers du Burkina à une expansion de l'extrémisme violent. Cette zone du Burkina Faso partage le coté Est de sa frontière avec le Niger (déjà touché par le phénomène), le Bénin, le Togo et le Ghana. Ces facteurs internes et externes combinés, constituent de graves menaces à la sécurité du Bénin. Ainsi, la question qui se pose est qu'étant limitrophe à ces trois pays, ces phénomènes ne peuvent-ils pas contaminer le département de l'Alibori ou la République du Bénin compte tenu des dynamiques migratoires ? Et quelles perceptions les autorités, habitants et migrants de cette zone ont-ils de ces phénomènes ? La présente recherche a pour objectif de faire l'analyse des perceptions des populations d'accueil et des migrants sur les phénomènes de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans le département de l'Alibori. L'hypothèse de base de cette recherche est libellée comme suit : la diversité des mouvements migratoires dans le département de l'Alibori au Nord-Bénin expose les communes de cette zone à la radicalisation et à l'extrémisme. Le positionnement du département de l'Alibori, l'hétérogénéité des migrants, la diversité culturelle et la formation des réseaux sociaux culturelle ou politique sont à la base du risque de la radicalisation et l'extrémisme dans le département.

MÉTHODOLOGIE

Présentation de la zone d'étude : Cette recherche s'est déroulée dans le département de l'Alibori au Nord Bénin. L'Alibori est situé à la pointe septentrionale du territoire béninois, à 500 km des ports de l'Océan Atlantique et 200 km des aéroports du Sahel. Il est entouré par les départements du Borgou et de l'Atacora au sud, le Niger au nord, le Burkina Faso à l'ouest et le Nigéria à l'Est. L'Alibori a une superficie de 26 242 km² soit environ 23% du territoire national dont 45% d'aires protégées, il abrite le Parc W du Niger. Selon le quatrième Recensement Générale de la Population et de l'Habitat (RGPH4) de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE, 2017), le département de l'Alibori compte 867 463 habitants, soit 8,7% de la population béninoise (Cf. figure N°1).

Données et Méthodes : Dans le cadre de cette recherche, la population d'enquête est composée de trois unités d'enquête où l'on a recueilli les données pour l'atteinte des objectifs fixés par cette recherche. Il s'agit des migrants, la population autochtone non émigrée et les autorités communales/nationales, les acteurs du développement et les responsables religieux. Notons que les migrants à enquêter sont constitués essentiellement des immigrants et émigrants de retour. La technique d'échantillonnage aléatoire non probabiliste de D. Schwartz (1969) a été utilisée pour déterminer la population

d'enquête. Selon cet auteur, la taille de l'échantillon précise a été déterminée à travers la formule ci-dessous:

$$N = \frac{Z^2 \times p \times q}{i^2}, \text{ avec } q = 1 - p$$

Soit N, la taille de l'échantillon ; z l'intervalle de confiance fixée à 1,96 ; p la proportion de la population cible (50 %) et i la marge d'erreur (précision désirée) considérée à 5 %. L'on s'est basé sur des données qui existent pour calculer la proportion p des migrants et la proportion q des non migrants. Ainsi, pour l'effectif de chaque catégorie de migrants à enquêter est déterminé suivant les proportions ou taux de représentabilité de ces acteurs dans la population initiale. Ainsi, des données ont été collectées et analysées de Juillet à Août 2024 dans 6 communes, 30 arrondissements et 60 villages du département de l'Alibori en République du Bénin. Au total, 611 personnes ont été enquêtées. De même, 122 entretiens individuels et 63 focus groups ont été réalisés et analysés pour la rubrique qualitative. Pour la collecte des données, plusieurs techniques sont utilisées : la recherche documentaire, les entretiens structurés et semi structurés, l'observation et la triangulation. Les informations numériques recueillies sur kobocollect ont été importées dans le logiciel Excel et traitées afin de corriger les valeurs aberrantes et manquantes. Les données quantitatives collectées, une fois épurées ont été analysées avec le logiciel d'analyse SPSS (Statistical Package for the Social Sciences). Deux méthodes sont utilisées pour analyser la perception des populations et des migrants sur l'existence des risques de radicalisation et d'extrémisme dans le département de l'Alibori au Nord-Bénin. La première consiste à identifier les perceptions des enquêtés tout en présentant les fréquences d'apparition. Le second consiste à identifier les corrélations entre les perceptions en utilisant la méthode d'Analyse Factorielle des Correspondances Multiples (AFCM). Après l'identification des liens entre les perceptions, la méthode de Classification Hiérarchique Ascendantes (AHC) est utilisée pour classer ces perceptions.

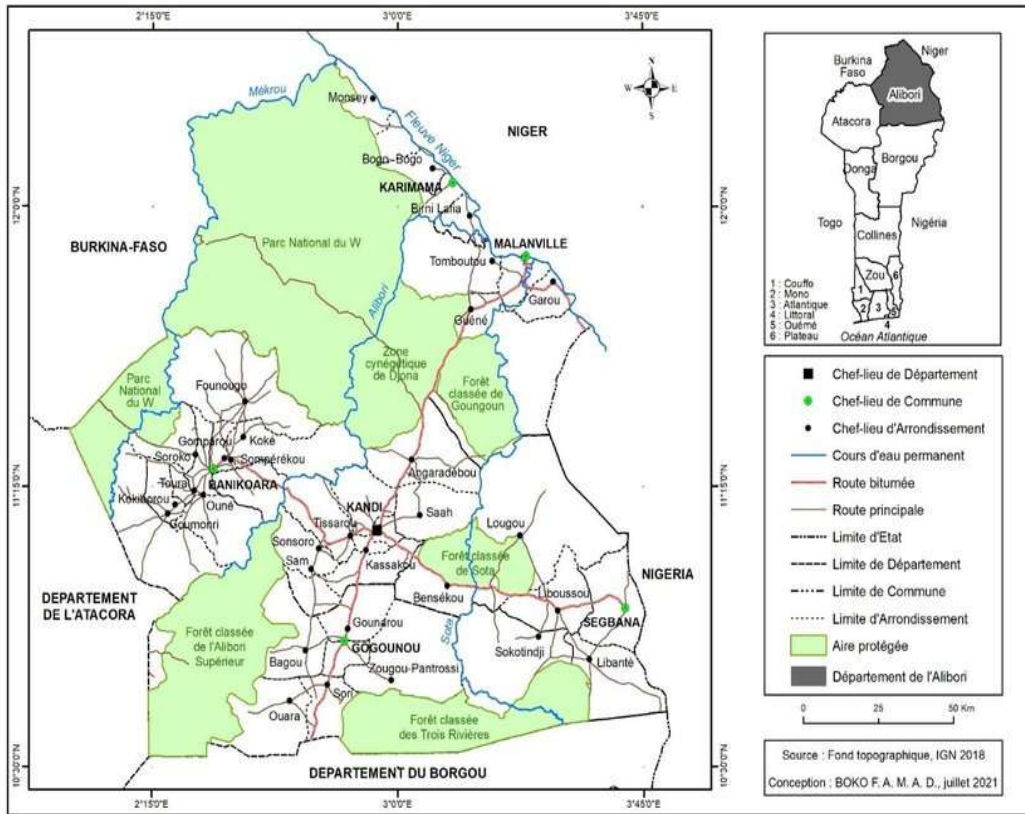
RÉSULTATS

Les résultats de terrains sont présentés et analysés en 6 rubriques ci-dessous.

Perception des populations d'accueil sur l'existence des risques de radicalisation et d'extrémisme avec les mouvements migratoires dans l'Alibori : Les perceptions des populations autochtones ou d'accueil ayant participées à cette recherche sur les risques de radicalisation et d'extrémisme violent relatifs aux mouvements migratoires sont diversifiées. Pour la majorité, il n'y a aucun lien entre la radicalisation et la migration comme le témoignent ces propos ci-dessous.

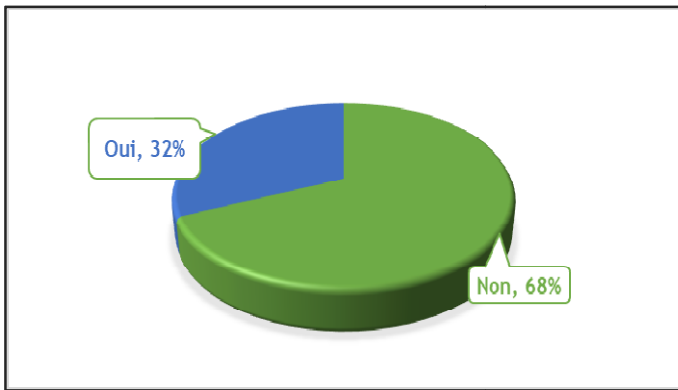
« Tout le monde est susceptible d'être une personne radicale, c'est-à-dire les immigrants et les autochtones. La preuve est que tout ce que nous observons dans notre commune et département, on ne peut pas dire que c'est seulement les immigrants qui sont à la base de ça » (31_07_2024_FGD Gogounou_Goumarou_Goumarou).

Par contre, pour 24 % des enquêtés, les mouvements migratoires nourrissent la radicalisation et l'extrémisme violent. Certains pensent que même si les migrants ne sont pas violents visiblement, ils constituent des sources d'informations



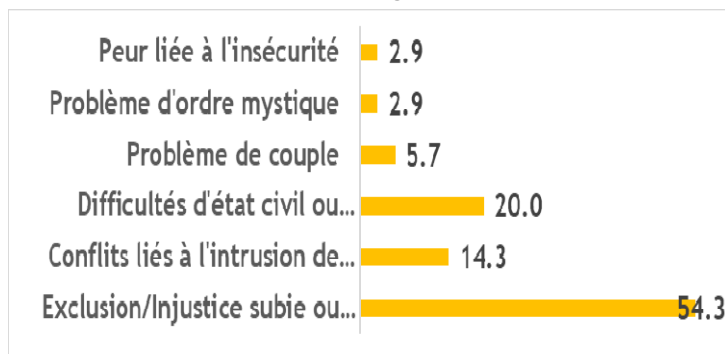
Source : Marie-Ange Dominique B.F.A. et al., (2021, p.101).

Figure 1. Situation géographique et administrative de l'Alibori



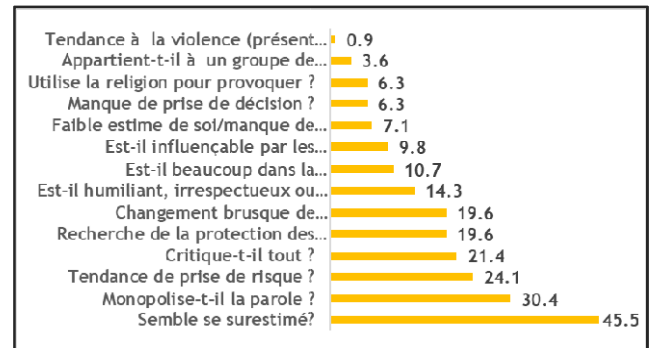
Source: Enquêtes de terrain, Juillet-Août 2024.

Figure 2. Perceptions des répondants sur l'état radical ou extrémiste des immigrants



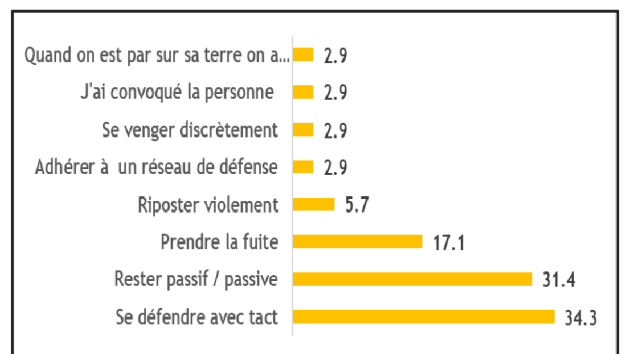
Source: Enquêtes de terrain, Juillet-Août 2024.

Figure 4. Types de conflits auxquels sont confrontés les migrants



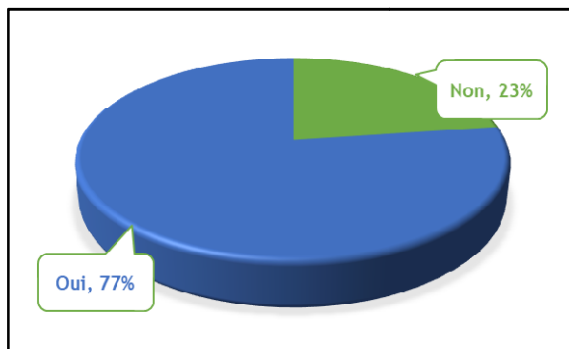
Source: Enquêtes de terrain, Juillet-Août 2024.

Figure 3. Comportements des émigrés vis-à-vis de la communauté



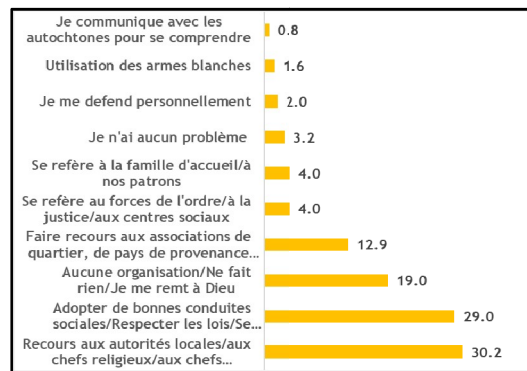
Source: Enquêtes de terrain, Juillet-Août 2024.

Figure 5. Réactions des migrants face à une confrontation de conflit



Source : Enquêtes de terrain, Juillet-Aout 2024.

Figure 6. Proportion de résolution des conflits dans le département de l'Alibori



Source: Enquêtes de terrain, Juillet-Août 2024.

Figure 7. Modes de défense des migrants, étant en migration

pour les terroristes. Un enquêté a affirmé avec un ton certain que: « Ils sont très méfiants et s'intéressent à l'extrémisme, ils servent même d'informateurs aux terroristes » (01_08_2024_EI Karimama_Monsey_Monsey Dendi). Par ailleurs, certaines pratiques islamiques fournissent de pépines aux extrémistes. C'est notamment le cas de la mise des enfants apprenant le Saint Coran dans la rue, comme l'attestent les propos suivants:

« Les enfants talibés dans la Commune ou dans tout le pays représentent une main d'œuvres potentielle des terroristes. Il faut noter que ces enfants talibés viennent du Niger à 98 % pour motif d'études coraniques. C'est ainsi qu'ils sont nourris, protégés et élevés par les béninois. Mais à l'âge de 14 à 16 ans, ils sont recrutés par les terroristes et par la suite viennent semer de la terreur. Sinon regardez vous-même ; depuis le phénomène des enfants talibés de plus de 30 ans dans l'Alibori, aucune personne n'a été identifiée comme un grand imam ou une grande personnalité qui a fait son enfance dans la rue en tant qu'enfant talibé. Alors ces enfants rentrent où une fois qu'ils deviennent des jeunes gens ? » (02_08_2024_EI Malanville_Malanville_TAssiTédji).

D'autres enquêtés vont plus loin et affirment que la plupart des conflits meurtriers sont imputables aux migrants. Ils accusent beaucoup plus les transhumants et les immigrés. Les verbatims suivants servent d'illustration.

« Ce que je sais des personnes ayant migrées ici, ce sont les Peulhs transhumants qui sont souvent d'origine Burkinabé ou nigérienne. Ce sont des gens qui sont à la recherche de quoi nourrir leurs troupeaux de bœufs. Il y a aussi des jeunes Peulhs qui viennent ici pour la quête d'emploi notamment le pâturage. Ces pasteurs, malgré les efforts consentis par l'Etat pour encadrer la cohabitation entre les agriculteurs et éleveurs, font tout pour déclencher les conflits avec les agriculteurs dès que les semis commencent. Ces conflits sont très denses dans notre localité ici. Quand les pasteurs vont au pâturage, ils laissent leurs troupeaux ravager les plantations des agriculteurs. Cela engendre de vives tensions entre la communauté peulh et agriculteurs qui sont en majorité des Baatombu » (27_07_2024_EI Gogounou_Gogounoucentre_Carré noir).

Il y a des personnes de pays différents comme les Togolais, les burkinabé, les Nigériens et les Nigérians qui vivent avec nous. Parmi les différentes personnes des pays cités, ce sont des Nigériens qui adoptent le plus souvent des comportements de violences». (27_07_2024_EI Gogounou_Gounarou_Gounarou

Il en ressort de ces propos qu'il y a des conflits, des risques de radicalisation et d'extrémisme violent liés aux mouvements migratoires dans le Département de l'Alibori. Ces conflits et risques prennent parfois des formes violentes voire meurtrières, extrémistes. Les éléments qui peuvent conduire à un tel phénomène sont multiples.

Perception des migrants sur les risques de conflits, de radicalisation et d'extrémisme violent liés aux mouvements migratoires:

Selon les résultats de terrain, 86 % des migrants enquêtés n'ont jamais été confrontés à un conflit ou risque quelconque. De même, dans la conscience populaire, les migrants sont en général considérés comme des gens sociables comme le témoignent ces propos. « Je ne pense pas que les migrants soient des gens à conflits avant même qu'on ne parle de la violence. Ils sont préoccupés par leur petit commerce » (27_07_2024_EI Banikoara_Soroko_SorokoA). « Au contraire, il y en a parmi eux ceux qui jouent le rôle de médiation. Ils s'intéressent peu à la politique » (26_07_2024_EI Malanville_Toumboutou_Toumboutou). « Ils sont discrets et ne s'intéressent pas au problème politique, ni aux conflits » (1er_08_2024_EI Kandi_Donwari_Donwari). « Ils sont pour la plupart des personnes qui fuient les conflits et sont plutôt du genre sociable » (1er_08_2024_EI Kandi_Donwari_Siderou). Ces propos montrent que les conflits et les violences ne sont pas forcément liés à la migration. On constate de même que certains migrants contribuent énormément à la cohésion sociale en se proposant comme médiateur en cas de conflit. Néanmoins certains relativisent les attitudes des migrants. Les dires suivants illustrent ce relativisme.

« Oui, certains émigrés de retour ont un bon comportement. Car, quand ils rentrent du voyage, ils abandonnent les mauvais comportements qu'ils avaient avant. Par contre, d'autres parmi eux ne m'inspirent pas confiance compte tenu de leurs faits et gestes » (1er_08_2024_EI Karimama_Monsey_MonseyDendi). Les migrants sont apparemment pacifiques car ayant subi la formation par les terroristes de pouvoir camoufler leurs agressivités afin de ne pas être soupçonnés en cas d'actes de violences mais ils vivent parmi nous. (02_08_2024_EI Malanville_Malanville_TAssiTédji)

« Ils ont des comportements suspects. Ils viennent souvent de façon clandestine » (1er_07_2024_EI Karimama_Karimama_Karimama).

L'on peut déduire de ces propos que les mouvements migratoires ne sont pas complètement neutres dans les conflits

et risques susceptibles de conduire à la radicalisation et ou à l'extrémisme violents.

Perceptions des répondants sur l'état radical ou extrémiste des immigrés et des migrants de retour

Perceptions des répondants sur l'état radical ou extrémiste des immigrés et des migrants de retour

Perceptions des répondants sur l'état radical ou extrémiste des immigrés : Selon la figure N°2 ci-dessus, 68 % des enquêtés, les immigrés ne sont ni radicaux ni extrémistes. Ils ne voient d'ailleurs pas un lien entre le radicalisme ou l'extrémisme violent et l'immigration comme l'illustrent ces dires : « *Non, cette immigration existait bien avant l'arrivée des phénomènes de radicalisation et d'extrémismes qu'on constate* » (02_08_2024_EI Kandi_Kandi1_GANSSOSO). Par ailleurs, 88 % des participants pensent qu'il n'existe aucune situation de radicalisation ou d'extrémisme imputable aux immigrants. Diverses raisons peuvent expliquer pourquoi la plupart des migrants ne sont ni radicaux ni extrémistes. A en croire aux dires des enquêtés, les migrants sont surveillés et enregistrés dans les services compétents ; les immigrés et des autochtones sont frères par alliances de voisinage (ils sont des citoyens des pays voisins) ; ils sont des personnes en quête de la protection et de la sécurité ; ils sont focus sur leurs activités génératrices de revenus. Pour 32 % des interviewés, certains immigrés sont très violents. Ils ont des attitudes radicales et extrémistes parfois.

« Ils prennent des produits dopants (drogue) les poussant aux bagarres à 98 % des cas. Ils utilisent souvent leurs coupe-coups pour faire des victimes, commettre de l'homicide et prendre ensuite la fuite en laissant le conflit entre les parents de la victime et les habitants peulhs qui les avaient accueillis, hébergés et protégés. Les immigrés qui sèment la terreur sont de deux types. Il y a d'abord les canoéistes appelés mandés. Ils sont souvent dans le groupe terroriste appelés boko haram. Ensuite, il y a les peulhs et les Touaregs qui sont à un ratio estimatif de 8 / 10 des terroristes de façon générale » (02_08_2024_EI Malanville_Malanville_TAssiTédji).

Par ailleurs, 25 % des enquêtés estiment que les immigrés sont directement impliqués dans les actes de radicalisme et d'extrémisme dans le Département de l'Alibori.

Comportements des émigrés de retour vis-à-vis des gens ou de la communauté: Il faut retenir de l'analyse de cette figure que les émigrés de retour semblent se surestimer, monopolisent la parole, ont tendance à la prise de risque, critiquent tout, recherchent la protection des leaders ou ont par moment des changements brusques de comportements négatifs (Figure 3).

Facteurs déclencheurs de conflits liés à la migration: Les principaux facteurs de risques qui déclenchent les conflits sont entre autres l'exclusion, l'injustice ou mauvais jugement, l'accusation non fondée (des préjugés), les injures, les convocations par les autorités administratives, judiciaires et para-judiciaires, l'abus du pouvoir surtout par les forces de l'ordre notamment les policiers, la non détention de pièces d'état civil, l'intrusion de cheptel dans des champs, vols d'animaux et la non maîtrise de soi. Les propos ci-dessous, en disent long.

« Les causes sont nombreuses : Les injustices de toutes natures, les mauvais jugements, les abus d'autorités surtout par les forces de l'ordre, les rançonnements, la pauvreté, le chômage, les tracasseries au niveau des axes routiers, les questions de terres, les exclusions de certains groupes dans les affaires publiques, la corruption, le manque d'infrastructures socio communautaires, la mauvaise répartition des richesses du pays » (02_08_2024_EI Malanville_Malanville_Galiel).

« Les causes sont multiples. Tout d'abord, y a le mauvais procès. Les gens pensent que les autorités politico-judiciaires prennent toujours position pour les peulhs. Voilà pourquoi la population a beaucoup plus tendance à se faire justice. Pour elle, les autorités sont corrompues. Autres choses, il y a l'ignorance et la non maîtrise de soi » (27_07_2024_EI Gogounou_Gogounoucentre_Carré noir).

On retient de ces dires deux catégories de facteurs de risques qui déclenchent des conflits en lien avec la migration. Il s'agit des facteurs intrinsèques liés à personne même du migrant et des facteurs exogènes axés sur l'injustice sociale.

Types de conflits, attitudes des migrants et populations face aux conflits

Types de conflits auxquels sont confrontés les migrants: La figure N°4 ci-dessus présente les ratios sur les différents types de conflits auxquelles font face les migrants qui sont multiples : exclusion /injustice subite ou accusation non fondée (54, 3 %), difficultés d'état civil ou pièces d'identité/abus de la police (20 %), conflits liés à l'intrusion de cheptel dans des champs/vols d'animaux.

Attitudes des migrants face aux conflits : La figure N°5 ci-dessus présente les ratios sur le comportement des migrants face aux conflits : 34, 3 % se défendent avec tact, 31,4 % restent passives ou passifs et 17,1 % prennent la fuite. Les données qualitatives de cette recherche montrent que les migrants (immigrants et émigrés de retour) adoptent divers comportements vis-à-vis de la communauté. On observe un changement brusque de leurs comportements que cela soit de façon positive que négative comme on peut le comprendre à travers les verbatim suivants. « Il y a les jeunes du village qui quittent souvent pour aller au Togo, Nigeria pour travailler, quand ils reviennent leur comportement change en positif, si peut être avant l'enfant ne respectait pas il commence par respecter les grandes personnes » (26_07_2024_EI Karimama_Kompa_GarbeyKoara). « Quand ils quittent pour aller ailleurs et reviennent, ils copient les mauvais comportements des autres pensant que c'est une bonne chose. Ils font tout pour se cacher derrière les produits psychotropes pour commettre des actes néfastes. Ce sont des gens qui, avant leur migration, ils étaient bien moralisés mais à leur retour, ils deviennent autre chose. Ils se comportent comme des animaux. Ils prennent des comprimés chimiques, la drogue et l'alcool les rendant dingue » (27_07_2024_EI Gogounou_Gogounoucentre_Carré noir). De l'analyse de ces informations recueillies, il ressort que l'émigration est un couteau à double tranchant pour les populations de l'Alibori. Alors que certains émigrés reviennent plus civiques, d'autres à leur retour deviennent des cas sociaux favorisant le radicalisme et l'extrémisme violent.

Proportion et mécanismes de résolution des conflits entre migrants et populations d'accueil

Proportion de résolution des conflits entre migrants et autochtones: La figure N°6 ci-dessus présente les ratios sur la résolution des conflits ou pas dans le département de l'Alibori comme suit: 77 % des conflits sont résolus contre 23 % non résolus.

Modes de défense des migrants, étant en migration. La figure N°7 ci-dessus présente les ratios sur les méthodes ou moyens d'organisations des migrants. Il faut retenir de l'analyse de la figure que 30,2 % des migrants ont recours aux autorités locales ou chefs religieux ou chefs traditionnels, tandis que 29 % adoptent de bonnes conduites sociales, respectent les lois et se focalisent sur leur travail et études, 19 % n'ont aucune organisation et pensent se remettre à la loi divine et enfin 12,9 % font recours aux associations de quartier, de pays de provenance ou de langue. Dans la majorité des cas, les migrants trouvent des solutions adéquates pour pouvoir s'en sortir face aux conflits divers.

DISCUSSION

Les populations d'accueil perçoivent souvent la radicalisation et l'extrémisme violent comme des réponses à des conditions socio-économiques difficiles, telles que le chômage, la pauvreté et le manque d'opportunités éducatives. Il existe également un sentiment de marginalisation et d'injustice parmi certaines communautés, ce qui peut alimenter des sentiments de frustration et de colère. Spécifiquement, les populations d'accueil ont des perceptions variées envers les individus radicalisés, allant de la sympathie à la condamnation. Certains voient en ces individus des victimes de circonstances tandis que d'autres les considèrent comme des menaces pour la sécurité. Alors que certains ne voient aucun lien entre le radicalisme ou l'extrémisme et les mouvements migratoires, d'autres pensent que la migration nourrit le phénomène. La perception de ces derniers corrobore les travaux de (D. Lochak, 2006, p.8) qui affirme que l'immigration représente un risque pour les pays hôte et leurs habitants, contre lequel il est légitime qu'ils se prémunissent, au même titre que le terrorisme ou la grande délinquance. Confrontation, évitement, compromis, vengeance discrète ou recours à un groupe de référence ou à un réseau de défense caractérisent les migrants confrontés à une situation de conflit. Par ailleurs, lorsque le conflit oppose un immigré et un autochtone, les migrants font plus recours aux autorités locales ou aux dignitaires et têtes couronnées pour un règlement à l'amiable. Par contre certains font recours à la justice en portant plainte à la Police ou auprès des autorités compétentes contre la personne qui leur a causé un préjudice. D'autres confient la situation à la justice divine ou aux lois du karma ou encore se vengent en utilisant des armes blanches. Les migrants ont une grande réserve sur l'impartialité des autorités locales ou des acteurs locaux en matière de règlement de conflits. Il faut aussi noter que, bien que pas récurrent, certains migrants sollicitent l'intervention de leur famille d'accueil ou de leur employeur pour la résolution des conflits. Dans la majorité des cas, les migrants trouvent des solutions adéquates et satisfaisantes face aux conflits divers. Cependant, les cas mal résolus conduisent très souvent à l'extrémisme violent.

Les efforts de déradicalisation et de réintégration sont souvent perçus de manière ambivalente, avec des préoccupations concernant leur efficacité et leur impact sur la cohésion sociale. Les perceptions des actions des autorités et des organisations

non gouvernementales sont également cruciales. Les initiatives de prévention et de déradicalisation doivent être perçues comme légitimes et efficaces pour gagner la confiance des communautés locales. Les auteurs ou chercheurs mettent en avant l'importance du contexte socio-économique dans la compréhension des perceptions locales. La pauvreté, le chômage et le manque d'opportunités sont souvent cités comme les facteurs contribuant à la radicalisation. Les auteurs ou chercheurs insistent sur une approche holistique et contextuelle pour analyser les perceptions des populations cibles sur la radicalisation et l'extrémisme violent. Ils recommandent des stratégies de prévention et d'intervention qui prennent en compte les réalités socio-économiques et culturelles locales. Avant cette recherche spécifique au Bénin, plusieurs auteurs ou chercheurs avaient abordé l'analyse des perceptions des populations d'accueil sur les phénomènes de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans le monde entier. A titre illustratif, il convient de mentionner quelques-uns de ces auteurs ou chercheurs.

Par exemple, N. Kervynet al. (2008, p.66) avaient travaillé sur les dimensions fondamentales de la perception sociale, notamment la compétence et la sociabilité, qui peuvent être appliquées à la compréhension des perceptions de la radicalisation et de l'extrémisme violent. De son côté, S. Paugam (2016, p.11) explore la perception de la pauvreté sous l'angle de la théorie de l'attachement, ce qui peut offrir des perspectives intéressantes sur la manière dont les perceptions sociales influencent les attitudes envers les groupes marginalisés, y compris ceux perçus comme radicalisés. Par ailleurs, le méso-système fait référence au rôle que joue la société ou la communauté dans le développement de pensées radicales violentes selon C. Rousseau et al. (2019, p.9). Le premier facteur qui ressort très fortement est l'impact des griefs sociaux. Effectivement, à travers des situations d'inégalités sociales, un vécu de discrimination et un sentiment d'ostracisation /aliénation, les communautés minoritaires peuvent développer une souffrance liée à une impression de manque de perspectives et à un sentiment d'humiliation selon, I. Ben-Cheikh et al., (2018). Les griefs sociaux sont aussi liés à de forts sentiments d'injustice et de révolte qui sont tous deux des facteurs de risque fondamentaux de la radicalisation violente, selon d'autres auteurs.

De plus, ces dynamiques d'exclusion jouent de concert avec la médiatisation locale de certains conflits internationaux (p. ex., conflit israélo-palestinien, ou le conflit russo-ukrainien), ce qui peut exacerber certaines tensions intercommunautaires. Ces tensions peuvent à leur tour contribuer à la radicalisation, possiblement violente, de certains individus qui vont justifier leurs pensées ou leurs actes à travers diverses rhétoriques (p. ex., religieuse, ethnique ; C. Rousseau et al., 2016, p.25). Dans cette perspective, la mise en place de mesures sociales favorisant l'inclusion et l'intégration sont des outils cruciaux de la prévention de la radicalisation violente, I. Ben-Cheikh et al., (2018, p.14).

Sur la base des résultats et analyses ci-dessus, il convient de souligner que l'hypothèse de départ de cette recherche est confirmée. Effectivement, la diversité des mouvements migratoires dans le département de l'Alibori au Nord-Bénin expose les communes de cette zone à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Toutefois, les participants à cette enquête ont une appréciation variée sur l'existence des risques, des attitudes et comportements des migrants face aux phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent. Aussi, le positionnement du département, l'hétérogénéité des migrants,

la diversité culturelle et la formation des réseaux sociaux culturelle ou politique sont à la base du risque de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans ce département.

CONCLUSION

De nombreuses personnes se sentent exclues socialement et économiquement puisque la radicalisation alimente un sentiment de marginalisation et de frustration. Cette perception peut rendre les individus plus réceptifs aux idéologies extrémistes qui promettent un changement radical. Il existe une méfiance généralisée envers les autorités locales et nationales, souvent perçues comme corrompues ou inefficaces. Cette méfiance peut pousser certains individus à chercher des alternatives, y compris des groupes extrémistes qui promettent justice et équité. Les leaders religieux et communautaires jouent un rôle crucial dans la formation des perceptions. Leur influence peut être positive ou négative, selon qu'ils prônent la paix et la tolérance ou, au contraire la radicalisation. Cette recherche montre que la diversité des mouvements migratoires dans le département de l'Alibori au Nord-Bénin expose les communes de cette zone à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Les individus ayant vécu des expériences personnelles de violence ou de discrimination sont susceptibles de percevoir les groupes extrémistes comme une solution à leurs problèmes. En conclusion, pour aborder efficacement les perceptions des populations d'accueil et des migrants dans le département de l'Alibori, il est essentiel de renforcer l'inclusion sociale et économique, de restaurer la confiance envers les autorités, de collaborer avec les leaders religieux et communautaires pour promouvoir des messages de paix et de réguler les contenus médiatiques et en ligne pour prévenir la diffusion de messages extrémistes.

Financement: Cette recherche est réalisée sur fonds propre. Il n'y a eu donc aucun financement extérieur.

Conflits d'intérêts: Il n'y a aucun conflit d'intérêts des auteurs, y compris l'emploi, la propriété de l'entreprise ou l'actionariat qui pourraient constituer un conflit d'intérêts.

RÉFÉRENCES

Ali Mansourian, (2020), "Artificial Intelligence in the service of Geospatial technologies-co-édité avec E. Parseliunnes, P. Partsinevelos, et J. Suziedelyte-Vésockiene (<https://orcid.org/0000-0001-6812-4307>) Université de Lund (<https://www.nateko.lu.se/ali-mansourian>, consulté le 20/01/2025

Cécile Rousseau, Ghayda Hassan, Diana Miconi, Vanessa Lecompte, Abdelwahed Mekki-Berrada, Habib El Hage, & Youssef Oulhote, (2019), « From social adversity to sympathy for violent radicalization: the role of depression, religiosity and social support », Rousseau et al. Archives of Public Health 77:45, p.1-12, <https://doi.org/10.1186/s13690-019-0372-y>

Florianne Charrière & Marion Frésia (2008). L'Afrique de l'Ouest comme espace migratoire et espace de protection. Dakar : Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés. Récupéré sur <http://www.unhcr.org/protect/483d0fb04.html>, consulté le 14/11/2025

Daniel SCHWARTZ (1969) : Méthodes statistiques à l'usage des médecins et biologistes, édition Flammarion Médecins Sciences, 125p.

Danièle Lochak, 2006, « Invention et usage des catégories juridiques dans les processus de radicalisation ». Annie Collovald; Brigitte Gaïti. La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique, La Dispute, p.133-152, Pratiques politiques, 9782843031229. (hal-01801766)

Emmy E. Werner et Ruth S. Smith (1992): "Overcoming the odds: High Risk children from Birth to Adulthood". (<https://www.scirp.org/reference/References/Papers?ReferenceID=1957281>), consulté le 17/02/2025

Imen Ben-Cheikh, Cécile Rousseau, Ghayda Hassan, Mathieu Bami, Stéphane Hernandez et Marie-Hélène Rives, (2018). « Intervention en contexte de radicalisation menant à la violence : une approche clinique multidisciplinaire ». Santé mentale au Québec, 43 (1), pp.85-99. DOI : <https://doi.org/10.7202/1048896ar>

INSAE., (2017), Synthèse de l'analyse sur les caractéristiques socioculturelles et économiques de la population. Tome 3. Cotonou, Bénin : INSAE, 20p.

Julio Miranda Calha, (2018), *L'instabilité sur le Flanc Sud*. Assemblée Parlementaire de l'Otan, Commission Politique, - 177 PC 18 F rev. 1 fin, 16p.

Marie-Ange Dominique B.F.A., Thierry A.H. & Alda Y., (2021), « Enjeux Socio-Economiques de la Fourniture Décentralisée d'électricité dans l'extrême Nord-Est du Bénin, Département de l'Alibori ». European Scientific Journal, ESJ, 17 (39), 98.

Nicolas Kervyn, Vincent Yzerbyt et Charles M. Judd, (2008), Bilans et perspectives en psychologie sociale, Les dimensions fondamentales de la perception sociale : recherches expérimentales sur l'effet de compensation, pp.43-69

Organisation internationale pour les migrations. (2018). La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder. Genève : OIM., p.146.

Rousseau, C., Hassan, G., Lecompte, V., Oulhote, Y., El Hage, H., Mekki-Berrada, A., & Rousseau-Rizzi, A. (2016). Le défi du vivre ensemble : Les déterminants individuels et sociaux du soutien à la radicalisation violente des collégiens et collégiennes au Québec. (61p.). Équipe RAPS. <https://www.sherpa-recherche.com/wp-content/uploads/Les-d%C3%A9terminantsindividuels-et-sociaux-du-soutien-%C3%A0-la-radicalisation-violente-des-coll%C3%A9giens-et-coll%C3%A9giennes-auQu%C3%A9bec.pdf>

Serge Paugam, (2016), « La perception de la pauvreté sous l'angle de la théorie de l'attachement », Communications, numéro thématique : Pauvretés, pp. 125-146